

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté DCPAT-BAE n° 2025-114
infligeant une amende administrative
à la SCI RAMOS MJ pour les activités illégales exercées
sur la parcelle P 656 du cadastre de la commune de Mimizan**

Le préfet,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes,
- Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT-BAE n° 2024-193 du 17 juin 2024 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et édictant des mesures conservatoires pour les installations exploitées par la SCI RAMOS sur la commune de Mimizan,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-15 SG du 22 avril 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 février 2025 établi suite à l'inspection du 26 février 2025 et détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant, ainsi que le projet d'arrêté préfectoral infligeant une amende administrative, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 13 mars 2025 (date de 1^{ère} présentation), conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,
- Vu** l'absence de retrait du courrier recommandé en bureau de Poste à l'issue du délai de 15 jours de garde des courriers recommandés avant renvoi à l'expéditeur,

Considérant que lors de la visite en date du 26 février 2025, il a été constaté les faits suivants :

- absence de transmission de dossier de demande d'autorisation environnementale ou de cessation d'activité ICPE,
- présence des déchets constatés lors de la précédente inspection du 14 novembre 2023 (gravats de BTP, véhicules et bateau hors d'usage, tas de végétaux, ferraille, GRV, citerne, déchets enfouis),
- présence de nouveaux gravats de BTP sur environ 500 m² et d'un chantier de concassage des blocs en béton avec une pelle mécanique et une benne de collecte de ferraille – Rubrique ICPE 2515-1 soumise à déclaration,
- présence d'une nouvelle activité de chalumage de déchets métalliques (1 bouteille d'acétylène et 1 bouteille d'oxygène, tuyaux et chalumeau) – Rubrique ICPE 2791 soumise à déclaration avec contrôle périodique,
- présence de nouveaux déchets verts avec des débris de claustras en bois. Le tas mesurait environ 300 m³ le jour de l'inspection – Rubrique ICPE 2716 soumise à déclaration avec contrôle périodique,
- l'exploitant n'a donc non seulement évacué aucun des déchets déjà présents sur le site, mais a également accueilli récemment de nouveaux déchets de démolition et de déchets verts et exerce de nouvelles activités ICPE sur la parcelle boisée en zone naturelle,

Considérant par conséquent que l'exploitant, en date du 26 février 2025, ne respecte toujours pas les dispositions des articles R. 511-9 (nomenclature ICPE) et L. 512-1 (autorisation environnementale), rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 juin 2024 susvisé, ni les mesures conservatoires édictées par le même arrêté,

Considérant que ces inobservations continuent de présenter des risques vis-à-vis de l'environnement de l'établissement concerné (pollution des sols et des eaux superficielles, risque d'incendie), sans remise en conformité de l'exploitant, et ce malgré une mise en demeure,

Considérant que cette situation présente pour l'exploitant un avantage concurrentiel dont l'exploitant a bénéficié jusqu'à présent,

Considérant qu'il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cette société un arrêté infligeant une nouvelle amende administrative, d'un montant au plus égal à 45 000 €, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 – Amende administrative

Une amende administrative d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est infligée à la SCI RAMOS MJ, exploitant notamment une installation de stockage de déchets non dangereux, située au lieu-dit Cheou, parcelle cadastrée P 656, sur la commune de Mimizan, pour le non-respect des dispositions de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 17 juin 2024 susvisé.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Nouvelle-Aquitaine et de la Gironde.

Article 2 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de Mimizan, le Directeur régional des finances publiques de la Nouvelle-Aquitaine et de la Gironde, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCI RAMOS MJ.

Mont-de-Marsan, le 24 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).